

## Synthèse des travaux sur « Axes et thèmes du GIS »

### Introduction

Le CIST a animé un atelier (qui fut lancé par Nadia Belaïdi) pour préparer les travaux du séminaire de 2010 et du colloque fondateur de 2011, sur la définition de ce que devraient être les axes et thèmes du GIS. Il ne s'agit pas de trouver le plus petit dénominateur commun entre les axes de recherche des différentes équipes du GIS, il ne s'agit pas non plus d'identifier quelques questions innovantes mais qui seraient trop étroites, et pas plus de se limiter aux grandes « questions du temps » (changement climatique...). Il s'agit de proposer, de manière équilibrée, des orientations dans ces trois dimensions : s'appuyer sur les recherches menées dans les équipes du GIS, identifier quelques questions innovantes, être sensible à la demande sociale.

La présente note fait la synthèse de ces travaux préparatoires « axes et thèmes » menés par le GIS en 2010, des orientations données par son Conseil Scientifique lors de sa séance de juin, et des nouvelles pistes révélées par la réponse des équipes du GIS à l'appel d'offres du Grand Emprunt (Labex et Equipex).

Toutes ces contributions sont disponibles sur le site du GIS : l'internet (<http://www.gis-cist.fr/index.php/main-sections/nos-activites/seminaire-2010>) pour les textes de synthèse ; l'intranet (« Agora », <http://www.gis-cist.fr/agora>) pour les comptes-rendus des différents ateliers, les réponses détaillées au Grand Emprunt, les articles et documents de travail.

### 1. Une discussion partie du texte de Nicolas Verdier sur « les définitions du territoire »

Un premier texte de Nicolas Verdier a rappelé quelques-uns des aspects essentiels du territoire, qui ont fait l'unanimité au sein de l'atelier : la variété des acceptions du terme de territoire et leur transformation historique ; la connotation à une pratique et à une appropriation humaine de cette « étendue de terrain » ; la dimension de domination aussi (humaine, ou animale au sens de l'éthologie animale) et son corollaire, le contrôle administratif ; la dialectique entre acception institutionnelle du territoire et acception fonctionnelle ou « naturelle » (ou encore le territoire « authentique » face au territoire « artificiel », questionnement épistémologique qui se prolonge aujourd'hui à propos des enjeux environnementaux).

Mais une telle tentative de synthèse laisse inévitablement bien des aspects de côté :

- les *outils* d'analyse du territoire devraient être pris en compte : quid des notions d'aire, de discontinuités, de partition, des différents types de limites (physiques, symboliques...) qui définissent un territoire ?
- les pratiques territoriales, les ressources et le contrôle administratif voire politique sur les territoires, devraient conduire à une meilleure analyse des interactions entre approche conceptuelle et approche « objet » ou « pratiques » du territoire, autrement dit entre recherche et *demande sociale* ;
- il faut insister davantage sur la dimension *temporelle* dans l'analyse du territoire : le processus de construction d'un territoire, sa déconstruction, parfois sa destruction (les espaces naissent et meurent) ; les historiens pourraient éclairer ce point important ;
- le territoire ne saurait être défini dans sa seule acception « surfacique » : à l'ère de la révolution de la mobilité, comment *l'interaction des échelles* associe-t-elle le local au national et au global ?
- à l'ère de la mondialisation et de la perte d'autonomie des territoires, que reste-t-il des aires culturelles et géographiques ? Les flux mondialisés, les mouvements, les migrations, la

révolution de la mobilité, tout à la fois, s'affranchissent du territoire local et intensifient la question de l'appartenance à un territoire ; voir le cas des sociétés diasporiques, qui remettent en cause l'idée de sociétés territorialisées mais tout en conservant un lien fort (actuel ou mémoriel) avec un territoire de référence qui tient lieu de cohésion ;

- il faut insister aussi sur la dimension *symbolique* des territoires (religieuse, mais pas seulement), et la façon dont les différents rituels (pratiques commémoratives...) marquent le territoire et l'inscrivent dans les représentations – car le territoire n'est pas que matériel. Un territoire peut même être érigé en absolu transcendant par une société, ce qui se traduit alors par une différenciation absolue avec les territoires voisins ;
- l'« hypercube de la connaissance territoriale » (cf. annexe) pourrait être un outil analytique utile, en prenant en compte quatre dimensions : l'espace (les catégories analytiques : maillage, champ, réseaux...), les fonctions territoriales (identité, production, pouvoir...), la société (les différentes dimensions des organisations sociales : individu, groupe, société), le temps (dynamique, mémoire, anticipation...).

→ Plutôt que d'essayer de trouver une approche convergente de la notion de « territoire », l'atelier a estimé qu'il valait mieux partir des différentes approches disciplinaires.

## **2. Les approches disciplinaires du territoire : un « *spatial turn* » commun dans les années 1980**

### **2.1. Anthropologues : territorialité et représentations, approches croissantes des territoires**

Les années 1980 ont été fécondes en matière d'approche des questions territoriales par les anthropologues, notamment sur la *territorialité* (maisonnée, urbanisation et réseaux...), et les *représentations* (dimension symbolique des territoires, récits...). Les thèmes principaux : *territoire et lien communautaire* (notion d'« ailleurs », dialectique entre rupture avec la société d'origine et recomposition des identités dans de nouveaux réseaux sociaux et de nouvelles territorialités locales ; mythes du retour...); *diasporas* (imaginaire national, représentations politiques voire idéologiques, circulation) ; *exil* (anthropologie narrative, le territoire perdu comme symbole de ce qui est perdu, constitution identitaire du migrant).

### **2.2. Historiens : le « *spatial turn* » des années 1980**

L'historiographie classique appréhendait l'espace à travers les notions d'« Etat », de « frontières », de « marches ». Certains travaux de la nouvelle histoire ont porté sur des territoires spécifiques, même si c'était dans des cadres territoriaux classiques (pays, nations, villages...) ; et l'espace était au cœur de grands travaux historiques (le commerce transatlantique de Pierre Chaunu, la Méditerranée de Fernand Braudel etc.). Mais c'est surtout depuis la fin des années 1980 qu'on assiste à un retour en force du thème des territoires, en France et à l'étranger, du fait de la progression des travaux interdisciplinaires. L'histoire s'attache aux processus spatiaux (ce qui se rapproche de fait de la notion de « territoire ») davantage qu'à un espace ontologique ou politique ; non plus l'absolu donné, mais un élément construit par l'homme ; d'où aussi l'intérêt pour le paysage, les représentations (*mental maps*), les relations sociales, l'espace domestique, l'espace des migrations (transcendant les frontières nationales), puis l'environnement.

### **2.3. Economistes : également un « *spatial turn* »**

Le point de départ de ces travaux est l'inégalité dans la distribution géographique des revenus et de la production dans le monde, et la concentration tendancielle de la production – voir le prix Nobel accordé à Paul Krugmann pour ses travaux dans le domaine de l'économie géographique. Le *mainstream* n'avait pas de réponse à ces questions territoriales, car la théorie pensait à l'équilibre tendanciel (via les coûts de transport, certains facteurs de production comme le travail étant perçus comme peu ou pas mobiles). L'espace dans l'économie néo-classique se réduisait à la distance et à un coût. Le territoire était déshabillé de son contenu, il restait à la fin un résidu. Il n'avait pas d'identité propre, car il n'était que la résultante d'arrangements et d'interactions entre agents. Quant à elles, les

inégalités spatiales avaient vocation à se réduire, au regard de la loi de l'équilibre général. Or des forces d'agglomération sont mises en évidence, qui vont à l'encontre de l'idée d'équilibre : les rendements d'échelle, les externalités positives, constituent des forces centripètes. Le résultat entre forces centrifuges et centripètes n'est pas l'équilibre. Il y a des effets de bifurcation : des petites différences initiales (infrastructures...) peuvent conduire à des sentiers de croissance très différents, voire à des irréversibilités. Ces phénomènes mettent les politiques territoriales au centre de l'explication et des préconisations. Ils conduisent à voir dans le territoire un véritable facteur de production, et en tout cas une ressource (fonction d'*utilité* du territoire).

→ Encore un gros travail de clarification à mener pour chaque discipline : entre « espace » et « territoire » ; sur la notion de territoire dans chacune de ces sciences sociales (en ethnologie par exemple le « territoire » a un statut un peu flou, entre le donné et le construit ; il est souvent mobilisé mais rarement explicité). Une façon de créer de l'interdisciplinarité serait d'échanger, entre disciplines, quelques textes fondateurs sur la notion de territoires.

### **3. Interdisciplinarité : des pistes pour l'ouverture notamment aux disciplines hors SHS**

- réfléchir sur la façon dont les sciences sociales se sont séparées à la fin du 19<sup>ème</sup> siècle : Durkheim ou Simmel interrogeaient déjà la notion de territoire par une approche pluridisciplinaire, cet objet n'est-il pas mûr pour un retour au pluridisciplinaire ?
- élargir à d'autres disciplines, y compris au sein des *humanities* (philosophie...); et à des disciplines très proches comme l'architecture, qui ont une forte approche « objet » ;
- importance des représentations, de la dimension symbolique et imaginaire des territoires : mobiliser les psychologues (notamment la psychologie cognitive ce qui permettrait de croiser sciences du vivant et sciences sociales) ;
- les nouveaux champs disciplinaires comme les sciences de la complexité et les sciences cognitives devraient être mobilisées. En ce qui concerne la complexité, les sciences du territoire devraient pouvoir être abordées à travers des enjeux comme la gestion des risques (« cyndinique ») ou des enjeux de maîtrise de l'information numérique complexe (notion de « *data deluge* ») ;
- l'étude des propositions (retenues ou non) à des grands programmes de recherche (ANR...) serait une bonne façon de se rendre compte des synergies interdisciplinaires naissantes.

→ Il n'est sans doute pas opportun de concentrer l'effort sur une analyse épistémologique comparant les différentes approches disciplinaires de termes clés comme « limite », « frontière », « appropriation »... (comment établir cette liste ?) ; mieux vaut passer assez vite à des problématiques dont l'intérêt serait partagé par plusieurs disciplines ; et, à chacune des productions du GIS (séminaires, colloques, articles...), croiser les regards : prendre des discutants venus de différentes disciplines, faire réagir telle discipline au texte d'une autre, etc.

## **4. Esquisses de problématiques fédératrices**

### **4.1. Sociétés et territoires : les organisations sociales se définissent-elles (encore) par le territoire ?**

La question des échelles est profonde et féconde. D'une part, parce que classiquement, le territoire se comprend différemment à différentes échelles. L'approche territoriale ne peut se contenter d'être une approche locale : l'Etat nation est le territoire type (même si non exclusif) de l'organisation des sociétés modernes ; à l'échelle supérieure le globe constitue un territoire et a été constitué en objet scientifique (géographique mais pas seulement : économie, sciences de l'environnement...) depuis au moins les années 1980 – et même bien avant si l'on renvoie à la notion d'« œkoumène » ; les grandes régions comme l'Union européenne sont une autre échelle de référence, etc. A chaque fois, se posent les questions de limites, frontières, discontinuités, que ce soit à l'intérieur de chacun de ces échelons ou entre ces échelons.

D'autre part, parce que c'est en effet l'interaction des échelles qui caractérise, de plus en plus, les territoires, ce que signale la montée en puissance dans les dernières décennies du thème des réseaux. L'intimité liée à l'« espace vécu » peut elle-même traverser les échelles (diasporas). Le territoire ne saurait donc se réduire à ce qui serait le contenant d'une société dans un espace donné ; il peut y avoir un territoire pour différentes sociétés, et différents territoires pour une société ; au plan individuel comme au plan collectif, on sait que le phénomène des multi appartenances est important, et depuis longtemps (la Hanse et l'Etat pour les marchands de l'Europe moderne, etc.). Si le territoire peut être défini juridiquement, on sait que les flux rendent les territoires (notamment nationaux) perméables, ouverts ; la disjonction entre territoires fonctionnels et territoires institutionnels se généralise, les stratégies d'entreprise associent le local et le global, la géographie de la production et celle du revenu coïncident de moins en moins (effets des transferts et des mobilités), la définition juridique finie du territoire est remise en cause par les interactions entre échelles.

L'idée de « mille-feuilles administratif » est illustrée par les fiscalistes : les régions fiscales telles que décrites par Jacques-François Thisse (qui laisseraient entendre que le territoire serait le lieu congruent du bien public et des prélèvements fiscaux nécessaires à la mise à disposition de ce bien) seraient difficiles à mettre en œuvre puisqu'il n'y a pas forcément d'équivalence entre le lieu dans lequel le bien public est mis à disposition, et le lieu du prélèvement qui peut se faire à l'échelle à la fois locale, nationale et européenne.

#### **4.2. Territorialité vs. déterritorialisation**

Cette complexité des territoires contemporains ne confine-t-elle pas à une dissolution, et en tout cas à une déterritorialisation ? Puisqu'on peut, selon les questions posées ou les groupes sociaux considérés, se référer à différents territoires alors que l'on reste sur le même espace, n'approche-t-on pas la limite du concept ? La généralisation de la mobilité et le développement récent d'activités humaines dites immatérielles (la circulation des informations numérisées notamment), donnent du crédit à la notion de déterritorialisation.

Pour autant, la matérialité du territoire semble tout de même aller de soi, puisque (i) la montée des préoccupations environnementales, du thème de la gestion des risques, la redécouverte des « circuits courts » ou de la notion de « milieu » (organisations économiques et sociales fondées sur l'interaction à distance courte) contreviennent à une vision qui abolirait la distance. Et puisque de toute façon (ii) le temps contraint nos déplacements quotidiens, ce quotidien étant fortement déterminé par ce rapport entre espace et temps. Le temps oblige les activités à s'ancrer dans l'espace matériel – autrement dit dans le territoire ; l'espace-temps d'une heure de déplacement se révèle ainsi particulièrement stable dans l'histoire de l'espace urbain. Cette dialectique entre enracinement et déterritorialisation renvoie à la nécessité d'appréhender les territoires dans leur dynamique historique.

Cette tension entre territorialité et déterritorialisation paraît donc particulièrement féconde pour penser les territoires contemporains : d'un côté la dématérialisation des échanges, l'hyper mobilité des acteurs, la suprématie des impératifs stratégiques de maîtrise des organisations complexes et du temps sur les impératifs de maîtrise de l'espace ; de l'autre l'influence de l'interaction spatiale et notamment locale (contagions, externalités négatives et positives), les effets de « milieux », la territorialisation de l'action publique.

#### **4.3. Territoire et pouvoir, gouvernance territoriale**

Il s'agit d'abord du territoire en tant qu'objet politique. Le territoire est marqué par le pouvoir et souvent par différents pouvoirs : dans certains territoires par exemple, le droit coutumier prend le dessus sur le droit national institutionnel.

Il s'agit aussi de la façon dont le pouvoir s'exerce par le territoire, selon différents moyens (sacralisation, contrôle) ; avec quelle acceptation ou quelle résistance ? Quelle dimension territoriale le pouvoir prend-il, hier et aujourd'hui ? Comment produit-il son territoire et comment cela évolue-t-il ? Comment le pouvoir s'approprié-t-il et découpe-t-il les territoires notamment à travers les maillages – catégorie à la fois sociale et spatiale.

L'approche par les normes ou la légitimité est une bonne façon de saisir le rapport entre pouvoir et territoire. Le champ de l'environnement fournit une autre excellente illustration de l'importance de la question des relations entre pouvoirs et territoires (nouveaux rapports de force locaux ou internationaux, « récréation » du local...). La question de la « cohésion territoriale » (qui est devenue une thématique importante du débat européen et du Traité de Lisbonne) est encore une autre façon de saisir l'évolution des rapports entre pouvoirs et territoires.

Encore faudrait-il clarifier les différentes notions proches de territoires politiques, territoires du politique, territoires des politiques, politiques territoriales, etc.

## **5. Les orientations des projets de Labex et d'Equipex (Grand Emprunt)**

### **5.1. Le projet de Labex « Dynamiques Territoriales » (Dynamite, ex « Territoires et espaces »)**

Ce projet de laboratoire d'excellence du PRES Hesam (mais auquel sont invités à participer les membres des équipes de Paris Diderot appartenant au GIS) propose une analyse croisée des quatre enjeux sociétaux que sont aujourd'hui l'environnement, le développement, la ville et l'échange.

Les territoires occupent une place essentielle dans les stratégies d'aménagement et de développement durable, les tactiques destinées à moderniser l'équipement (transport, réseaux, énergies), et sont également convoqués dans des réappropriations identitaires. Moteurs essentiels de l'organisation économique des sociétés contemporaines aux échelles globale, nationale et régionale, ils auraient pourtant été remis en question par les processus de mondialisation, de dématérialisation de l'échange et plus largement de l'essor des nouvelles technologies. Or les dynamiques les plus récentes revalorisent le territoire comme concept incontournable pour l'action.

Le projet est à l'interface du territoire et des quatre enjeux sociétaux de grande portée qui définissent les quatre axes thématiques du projet, et qui seront abordés dans une approche pluridisciplinaire et multiscalaire :

#### 1°) Environnement : risques et vulnérabilité des territoires

- Biodiversité, territoires, sociétés
- Changements des environnements, territoires et sociétés
- Milieux et sociétés face aux changements environnementaux
- Territoires des risques et des crises

#### 2°) Ville : résilience des formes territoriales et dynamiques sociales

- Paris : sédimentation urbaine et usages patrimoniaux
- Pertinence du territoire : interdépendances entre habitat, ressources et représentations à travers le temps
- Systèmes de peuplement sur le temps long : temporalités et spatialités, réseaux et territoires
- Production des espaces ordinaires dans les recompositions des territoires métropolitains

#### 3°) Développement : diffusion des modèles et diversification de leurs territorialisations

- Circulation des modèles et hétérogénéité des développements
- Construction des savoirs sur les territoires, modélisation et accompagnement des décisions
- Réseaux et territoires : vieillissement et décroissance

#### 4°) Échange : nouvelles territorialités et réinvention de l'habiter

- L'espace de la mobilité : nouvelles pratiques et pensées des territoires
- Nouvelles dynamiques des relations villes/campagnes à l'ère de la mondialisation, comparaisons Nord/Sud
- Intégrations régionales et régionalisation.

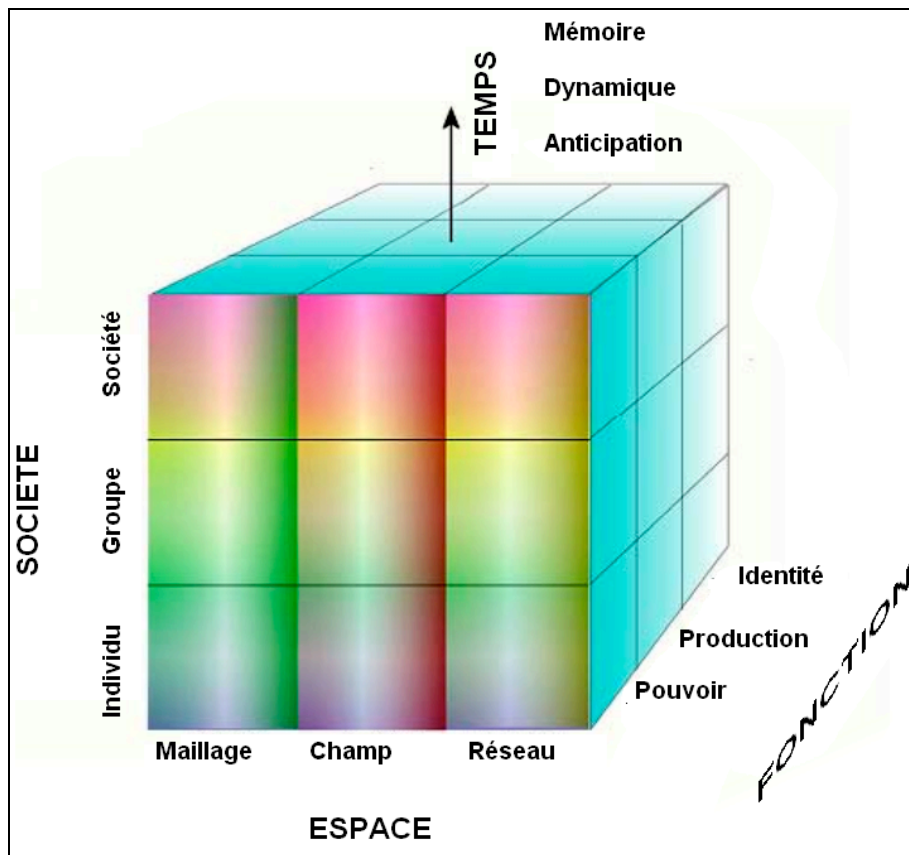
### **5.2. Le projet d'Equipex « GeoMedia Mapper » ou l'association entre géographie, science politique et science informatique**

Le GIS CIST assure la coordination de la réponse des PRES Hesam et Sorbonne-Paris-Cité à l'appel d'offres pour les Equipements d'excellence. GeoMedia Mapper produirait une représentation d'enjeux

sociaux, économiques et écologiques par la cartographie informatique croisant l'espace géographique et l'espace politique de ces enjeux. L'équipement répond à un triple besoin : (i) faciliter l'expression géographique d'enjeux de société – le territoire étant une composante transversale croissante de questions relatives à l'environnement, à la décentralisation, à la transnationalisation des firmes etc. ; (ii) donner une représentation des débats publics sur ces questions, notamment en matière de politiques publiques ; (iii) faire face à la multiplication des données sur ces sujets, qui à la fois multiplie les opportunités d'information nouvelle et complique leur traitement. Aucun de ces trois besoins n'est original. Ce qui est original est de constituer un équipement permettant d'y faire face de manière liée. Cela signifie de mettre en regard la cartographie des phénomènes spatialisés et le « *mapping* » des politiques publiques telles qu'elles sont médiatisées (presse, web, publications scientifiques, administratives...), afin de permettre le suivi de l'écart entre un phénomène et sa représentation ; cela signifie aussi de le faire par le moyen d'outils informatiques puissants, sachant traiter des masses de données, de manière évolutive (intégrer de nouvelles données sur de nouveaux enjeux de société) et ouverte (mettre ces outils à la disposition des acteurs et des citoyens pour contribuer au débat public et à la prise de décision).

GeoMedia Mapper peut donc être défini de la manière suivante : équipement adaptatif ouvert de traitement informatique de masse de données multi-sources, multithématiques, multi-scalaires et multi-temporelles (de la rétrospective à la prospective), croisant l'espace géographique et l'espace politique afin de structurer de nouvelles approches scientifiques et de produire des outils d'aide au débat public et à la décision.

## Annexe 1 : L'hypercube de la connaissance territoriale



*Sans fournir dans l'immédiat une définition du concept de territoire, on peut s'interroger sur les différentes dimensions conceptuelles qui doivent être prises en compte pour en saisir toutes les facettes. En première analyse, au moins quatre dimensions indépendantes apparaissent qui définissent un « hypercube de la connaissance territoriale ».*

*L'intérêt de cette grille de lecture réside dans la possibilité d'introduire des « plans de coupe » ne retenant que deux ou trois des quatre dimensions à la fois, afin de pouvoir mieux en approfondir les aspects.*

*Ainsi, en fixant la dimension fonctionnelle au champ « politique », on peut analyser la dynamique des maillages territoriaux (Etats, Régions, ...) au cours du temps et leur influence sur le fonctionnement des groupes sociaux.*

## Annexe 2 : Trois approches directrices possibles : allocation spatiale, territorialité, territorialisation

THEMES:	OBJET		enjeux	ANALYSE ("hypercube de la connaissance territoriale")			DEMANDE SOCIALE
	contenu	types d'approches		espace	fonctions territoriales	temps	
<b>Allocation spatiale</b> ("les territoires vs du ciel")	distribution dans l'espace et à plusieurs échelles, des ressources, des actifs, des activités, des responsabilités	analyse spatiale; stratégies d'implantation; observation et surveillance	maîtrise du temps et des organisations complexes	entités non d'abord territorialisées: entreprises, organismes scientifiques, organismes internationaux...	lieux des ressources et des compétences, de la production et de la distribution (de biens, de services, d'informations, d'argent), géoréférencement des activités	temps de l'action stratégique centrée sur le temps décisionnel présent; moyen terme futur (anticipation)	implantation des firmes; marketing territorial; diagnostics territoriaux; optimisation spatiale des équipements et des infrastructures; impact local des événements globaux; ou d'échelle large (Changement climatique, épidémies...); organisation logistique; suivi des migrations; aménagement du territoire; surveillance des territoires
<b>Territorialité</b> ("les territoires vs d'en bas")	matérialité des lieux, importance de l'interaction locale, pertinence de la proximité	"milieu" (milieux innovateurs, milieux naturels...); différenciation territoriale; cohésion; intégrations régionales	maîtrise de l'espace	sociétés à composante territoriale forte: sociétés locales, ethnies, cultures territorialisées (monde méditerranéen...)	génération de la production, de l'innovation, interactions et externalités, contagions	temps long (construction des milieux sociaux); et très long (paléoenvironnements, transformations des milieux sur le long terme...)	urbanisme, aménagement local et développement local, optimisation des externalités d'agglomération; études d'impact des infrastructures; valorisation des circuits courts; pollutions, gestion des risques naturels et protection civile; protection des territoires
<b>Territorialisation</b> ("les territoires vs des crânes")	le territoire comme produit politique, comme élément de base de l'identité; expression territorialisée des conflits et de l'unité d'une société	espace vécu; représentations; tracé des circonscriptions et des frontières; ressort spatial des institutions publiques	maîtrise des sociétés	individus, groupes sociaux dont la définition <i>même</i> est territoriale: "bandes", diasporas; institutions publiques, Etats, Union européenne et autres organisations régionales	identité, contrôle, pouvoir	mémoire; historicité (légitimité des institutions); prospective et programmation (action publique)	analyse des territoires institutionnels, territoires des politiques (politique de la ville...), territorialisation des politiques publiques; ingénierie territoriale et gouvernance des territoires; conflits et règlement des différends territoriaux; politiques nationales; préférences commerciales régionales

AXES:

allocation spatiale

déterritorialisation vs. matérialité du lieu

territoires fonctionnels vs. territoires institutionnels

Territorialité

Territorialisation

gestion, pouvoir, contrôle vs. résistance, conflits...